**Appel à candidatures des collectivités territoriales, des associations**

**« Colos apprenantes »**

**VACANCES PRINTEMPS 2023**

Ce présent appel à candidatures à l’attention des collectivités territoriales concerne le dispositif « Colos apprenantes » inscrit dans le plan « Vacances apprenantes ». Il s’adresse également aux autres porteurs de projets : EPCI, établissements publics rattachés à une collectivité et associations.

1. **Contexte**

Le dispositif « Colos apprenantes » est reconduit pour une quatrième édition, après trois déploiements en 2020, 2021 et 2022. Malgré les efforts déployés pour maintenir les écoles ouvertes, la persistance de la crise sanitaire liée à la covid-19 continue de perturber la vie sociale des enfants et des jeunes.

Ceux-ci doivent donc pouvoir se voir proposer des activités concrètes leur permettant de mener des expériences en collectivité, d’exercer leurs aptitudes, de découvrir des domaines très variés. Ils auront tout particulièrement en 2023 la possibilité de bénéficier d’un renforcement de leurs compétences et de leurs apprentissages.

Dans le cadre du plan « Vacances apprenantes » initié par le ministère de l’éducation nationale, de la jeunesse et des sports (MENJS) le dispositif « Colos apprenantes » repose sur un partenariat étroit avec les collectivités territoriales.

1. **Principes**

**Les « Colos apprenantes » sont des Accueils collectifs de mineurs (ACM)** au sens du code de l’action sociale et des familles (CASF) **disposant d’un label délivré par l’IA-DASEN**. Le dispositif s’appuie sur le cadre réglementaire et pédagogique des séjours de vacances, des séjours spécifiques sportifs et des chantiers de jeunes bénévoles, des activités accessoires à un accueil de loisirs (à condition que leur durée soit de 4 nuits), **déclarés préalablement auprès du service départemental à la jeunesse,** **à l’engagement et aux sports (SDJES)** dans les conditions définies par le CASF.

Les « Colos apprenantes » se déroulent pendant les vacances scolaires (vacances de printemps, d’été, automne, hiver). Les séjours devront durer au moins 4 nuits / 5 jours et se dérouler en France.

Les « Colos apprenantes » accueillent les enfants et **les jeunes scolarisés de 3 à 17 ans**, **en priorité ceux domiciliés en quartiers politique de la ville mais également en zone de revitalisation rurale**. Cela concerne également **les enfants en situation de handicap, les enfants en situation de décrochage scolaire, ainsi que les enfants placés auprès de l’Aide sociale à l’enfance (ASE).** Le dispositif s’adresse également **aux publics dont le quotient familial de la Caisse d’allocation familiale (CAF) est compris entre 0 et 1200.**

Les « Colos apprenantes » labellisées ont pour **objectif le renforcement des apprentissages, de la culture, du sport et du développement durable, tout en favorisant la découverte, de territoires nouveaux comme d’autres enfants**. Une priorité est donc donnée à la **remobilisation et au renforcement des compétences et des connaissances** des enfants et des jeunes en vue de préparer la rentrée scolaire.

1. **Les mesures sanitaires**

Le nombre de jeunes accueillis, les caractéristiques des locaux d’accueils, les moyens de transports, la disponibilité des agents de service doivent permettre le respect des règles sanitaires prophylactiques contre le covid-19 précisées dans les protocoles s’appliquant aux ACM.

En tout état de cause, les modalités sanitaires d’accueils seront révisées en fonction de l’évolution des mesures sanitaires susmentionnées.

1. **La contractualisation avec les collectivités territoriales**

La place des collectivités territoriales est centrale dans ce dispositif : en amont de l’organisation afin de cibler le public prioritaire et dans l’organisation des séjours labellisés « Colo apprenantes » soit directement soit en lien avec un partenaire. Des crédits de l’Etat leur seront alloués afin de faciliter le départ des mineurs en « Colos apprenantes ». Peuvent également déposer un dossier les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) et les établissements publics qui leur sont rattachés, qui sont porteurs de projets et co-financeurs à hauteur d’au moins 20% des actions. Peuvent également faire l’objet d’un conventionnement, des associations (en particulier de l’éducation populaire ou de l’action sociale) sélectionnées par les IA-DASEN).

Les porteurs de projets prennent en charge le coût du séjour pour les mineurs concernés et se verront attribués un financement a posteriori et sur présentation des documents attestant du nombre de départs effectifs.

La prise en charge par l’Etat maximum est de 400€ par jeune et par semaine, soit 80 % du coût moyen d’un séjour. Le solde est à la charge de la collectivité ou de l’organisme retenu.

Lorsque les collectivités ne sont pas engagées dans le dispositif, des associations en particulier de l'éducation populaire ou de l’action sociale sélectionnées par les SDJES peuvent bénéficier d’une prise à charge à hauteur de 100% (plafonnée à 500 € par jeune).

Les collectivités territoriales recevront cet appel à candidatures au niveau local afin de se faire connaître par les services de l’Etat en charge de la labellisation et pourront le cas échéant bénéficier d’un financement.

Le SDJES est votre unique interlocuteur pour déposer votre demande de financement, que les bénéficiaires soient issus des quartiers politique de la ville, ou des zones rurales ciblées, ou qu’ils émargent sur les autres critères d’éligibilité (les enfants en situation de handicap, les enfants de personnels indispensables à la gestion de la crise sanitaire, les enfants de familles ayant perdu le lien avec l’école ou n’ayant pas de connexion Internet suffisante pour l’enseignement à distance, ainsi que les enfants placés auprès de l’Aide sociale à l’enfance).

Il appartient cependant aux porteurs de projet de s’approcher des services de la politique de la ville, ou des services de l’éducation nationale, ou de la prévention et de l’éducation spécialisée, ou des services sociaux, pour cibler au mieux les publics bénéficiaires.

1. **Les points spécifiques pour le Loiret**

* Les services de l’Etat du Loiret instruiront chaque projet pour labellisation et vérification de l'éligibilité des bénéficiaires et par souci d'affectation équitable, l'aide de l'Etat sera plafonnée pour chaque projet retenu.
* Afin de s'assurer de la bonne éligibilité des mineurs, il est nécessaire que le porteur de projet identifie les jeunes lors du dépôt du dossier. (cf tableau récapitulatif en annexe à compléter).
* La complémentarité des aides est possible (les bons vacances CAF, les aides CCAS)
* **Une application stricte des critères suivants et le cas échéant une sélection des demandes seront effectuées** :
  + Le financement d'un jeune pour **un seul séjour** labellisé "colos apprenantes"
  + La **priorité** sera donnée à la qualité du projet sur son **caractère "apprenant**", notamment la mobilisation **des savoirs fondamentaux** (Mathématiques, français, savoir rouler, savoir nager)
  + Le partenariat avec une ou des collectivités est incontournable pour les associations
  + Les séjours sont organisés pour des jeunes résidants dans le Loiret
  + **Une attention particulière portée aux séjours organisés dans le Loiret et/ou dans la Région Centre Val de Loire.**

**Modalités de candidature**

Les associations et collectivités territoriales doivent transmettre leur demande de subvention via la plateforme en ligne « Le Compte Asso »

<https://lecompteasso.associations.gouv.fr/client/login>

avant le 30 mars à 23h59 pour les séjours de printemps

Pour déposer un projet Colos Apprenantes – Loiret- Printemps 2023 :

> sélectionnez la fiche n° 3335

Vous devez également renseigner l’annexe « candidature colos apprenantes » et la joindre à votre demande (étape 3 de la démarche sur Le Compte Asso). Vous pouvez faire référence à l’annexe dans le corps de la demande de subvention pour éviter les répétitions. Veillez cependant à bien renseigner tous les champs.

Les dossiers de demande de subvention pour le département du Loiret seront instruits par la Délégation Régionale Académique à la Jeunesse, à l’Engagement et aux Sports (DRAJES) Centre-Val de Loire-Loiret

Correspondante :

Lémia NASRI, conseillère d’éducation populaire et de jeunesse

[ce.drajes.jepva@ac-orleans-tours.fr](mailto:ce.drajes.jepva@ac-orleans-tours.fr)

Tel : 02 36 47 72 74



**Service départemental à la jeunesse,**

**à l’engagement et aux sports**

**ANNEXE CANDIDATURE COLOS APPRENANTES**

**Nom de la collectivité territoriale (ou EPCI, établissement public ou association)**

**……………………………………………………………………………………………………………………...**

**Adresse :…………………………………………………………………………………………………………**

**Département : ……………………………………………………**

**DATES DU SEJOUR :**

**Représentant du porteur du projet – Elu en charge de la demande**

**Nom :…………………………………………………………………………………………………..**

**Fonction :……………………………………………………………………………………………..**

**Téléphone :………………………………….......**

**Adresse mail : ………………………………………………………………………………………..**

**Interlocuteur technique**

**Nom :…………………………………………………………………………………………………..**

**Fonction :……………………………………………………………………………………………..**

**Téléphone :………………………………….......**

**Adresse mail : ………………………………………………………………………………………..**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Nombre de places demandées :**  **……………………………………………………………**  **Dont Nombre de filles :………………………………**  **Dont nombre de garçons :…………………………..** | **Age des enfants**  **accueillis** | **Nombre** |
| □ 3-5 ans |  |
| □ 6-12 ans |  |
| □ 13-17 ans |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Publics prioritaires**  *Ne comptabiliser un mineur que dans une seule catégorie* | **Nombre** |
| □ quartiers prioritaires de la politique de la ville |  |
| □ zones rurales enclavées |  |
| □ enfants/jeunes en situation de handicap |  |
| □ enfants/jeunes bénéficiaires de l’aide sociale à l’enfance (ASE) |  |
| □ enfants issus de familles dont le quotient familial de la CAF est compris entre 0 et 1200 |  |
| □ enfants en situation de décrochage scolaire |  |

|  |
| --- |
| **Actions de communication et de promotion du dispositif « colos apprenantes » auprès des familles** |
| **Modalités d’identification des mineurs prioritaires (lien avec l’Education nationale, appui sur les équipes des Cités éducatives et/ou des programmes de réussite éducative…)** |
| **Les mesures spécifiques pour accompagner les familles** |
| **Liste des partenaires impliqués, et modalités d’implication :** |

**Budget prévisionnel**

**Rappel : Prise en charge de 400€ par mineur pour une semaine si le porteur est une collectivité ou 500€ max une association**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Poste de dépenses** | **Coût total** | **Dont part de financement collectivité envisagée** |
| **Coûts séjour de vacances :** |  |  |
|  |  |  |
| **Nombre de mineurs :** |  |  |
| **Budget demandé dans le cadre de Vacances apprenantes :** |  | |

**Justifier en quelques lignes en quoi le dispositif « Colos apprenantes » participe à l’action éducative dans votre collectivité (projet éducatif, politiques sociales, etc.) :**

----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Autres éléments que vous souhaitez valoriser ou développer :**

--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------

**Cette annexe est à intégrer à l’étape 3 de votre demande de subvention sur le Compte Asso.**

**Pour les porteurs de projets sollicitant un financement supérieur à 23 000 euros, une convention complémentaire devra être établie avec le SDJES.**